ELECTIONS LEGISLATIVES 12 MARS 1978

ECOLOGIE 78

Cinquante trois millions de Français - Cinquante trois millions de militants écologiques en puissance. Partout en France, comme dans les autres pays occidentaux, se multiplient les centrales nucléaires, les autoroutes qui dévastent les forêts, les marinas en bord de mer, les grands ensembles tentaculaires, les zones industrielles polluantes, les camps militaires, les grands canaux, etc ... Ces projets sont imposés à la population sans aucune consultation. La contestation écologique est née de là : de mille et un combats contre l'inacceptable. Elle est enracinée profondément dans les réalités locales et régionales, elle exprime la volonté de « vivre au pays ».

Mais ces mille et un projets polluants, ces atteintes quotidiennes au bonheur de vivre ne sont pas des accidents ni des « bavures ». Seuls les naïfs peuvent croire que la pollution tombe du ciel. La dégradation du milieu de vie est la conséquence de choix politiques précis. Le béton et les fumées d'usines sont le petit bout visible d'un iceberg : la crise écologique. La crise générale de notre mode de développement.

L'énergie nucléaire est l'illustration parfaite de la société que refusent les écologistes. La décision d'engager la France dans un programme nucléaire considérable, un des plus importants du monde a été prise dans le secret et la précipitation en mars 1974, au lendemain de la crise du pétrole, par le gouvernement de Pierre Messmer, alors que le président Pompidou étant mourant.

Par ses structures mêmes, par sa lourdeur, sa complexité, sa fragilité, sa vulnérabilité, l'énergie nucléaire implique une multiplication inexorable de contrôles de toutes sortes. Elle entraine un renforcement du centralisme, des hiérarchies, des dispositifs policiers et de la militarisation de la société.

L'atome n'est pas seulement un choix technique contestable, aux dangers multiples et à la rentabilité économique douteuse, il est aussi un choix de société. A l'opposé de cette option lourde et largement irréversible, une priorité donnée aux économies d'énergie et aux énergies douces non polluantes et inépuisables (comme le soleil la géothermie...) pourraient permettre l'avènement d'une société plus décentralisée, plus autogérée, plus équilibrée, plus démocratique.

De toute manière l'énergie ne fait pas forcèment le bonheur. La Suède a le même niveau de vie que les Etats-Unis avec une consommation d'énergie deux fois moindre. La quantité de biens et de services disponibles n'est pas directement liée à la quantité d'énergie produite.

Toutes ces raisons font que l'opposition au nucléaire est un point clef pour les écologistes. Avec l'atome l'horizon est bouché ; sans l'atome, tout n'est pas résolu mais tout devient possible. En d'autres termes, l'abandon du nucléaire est une condition nécessaire mais son suffisante pour l'avènement d'une société écologique. C'est en grande partie ce sentiment d'urgence par rapport au nucléaire qui a déterminé de nombreux écologistes français à se lancer dans la bataille des élections législatives de mars 1978.

Mais le nucléaire n'est en fait qu'un symptome particulièrement apparent d'une crise bien plus profonde qui atteint l'ensemble des sociétés industrielles. Les techniques, les outils, les institutions atteignent progressivement un stade où ils présentent plus d'inconvénients que d'avantages.

Entendons-nous bien les écologistes ne refusent pas en bloc le « progrès » et la technique. Loin d'eux l'idée d'un hypothétique retour au Moyen-Age ou au temps des cavernes Pas question de rejeter globalement dans un grand élan négativiste l'ensemble des techniques modernes. Mais les techniques ne sont pas neutres socialement. Leur utilisation n'est en rien inévitable : ce n'est pas parce qu'un projet est possible techniquement qu'il est forcément « bon » socialement. La société doit pouvoir décider démocratiquement de ses grands choix technologiques, qui sont des choix politiques, à commencer par celui des sources d'énergie. La question de savoir que produire et comment produire doit appartenir à l'ensemble de la population, et non à quelques chefs d'entreprise, technocrates et hauts fonctionnaires.

Autrement dit, l'écologie rejette aussi bien le capitalisme privé qu'un socialisme d'Etat centralisé et nucléaire. C'est là la cause fondamentale de ses divergences avec la gauche intitutionnelle. Tout se tient. La perspective écologique aboutit aussi à remettre en cause l'organisation du travail. « On peut vivre mieux en travaillant, et en consommant moins à condition de produire les choses plus durables qui n'engendrent ni nuisances ni raretés insurmontables, dès lors que tous y accèdent. Seul mérite d'être produit socialement ce qui reste bon pour chacun quand tous en jouissent et inversement ». Le renversement est total : le système économique actuel produit des objets inutiles ou dangereux, avec pour but principal de créer ou de maintenir des emplois. Dans une société écologique, on commencerait par décider démocratiquement de ce qu'il est souhaitable de produire et on déterminerait ensuite le travail nécessaire pour parvenir à ces objectifs.

« Le chômage dans les sociétés riches reflète la diminution du temps de travail socialement nécessaire. Il montre que tous pourraient travailler beaucoup moins à condition que tous travaillent ».

Seuls les gens naïfs ou de mauvaise foi peuvent encore prétendre que l'écologie serait une machination ourdie contre la classe ouvrière.

De plus en plus nombreux sont les travailleurs qui manifestent leur volonté de produire des objets utiles ou non polluants. Le personnel de la « Lucas Aérospace » numéro trois de l'aéronautique britannique, lutte pour une reconversion dans l'énergie solaire et les techniques douces. Les ouvriers de Neyrpic à Grenoble préfèrent faire des équipements hydrauliques pour les barrages plutôt que du matériel pour Super-Phénix. Les syndicats CFDT de l'énergie atomique se battent pour une meilleure sécurité pour un moratoire de trois ans et pour l'arrêt du projet de surgénérateur. Les travailleurs de Ferodo à Condé sur Noireau, en Normandie, n'acceptent plus la terrible pollution par l'amiante ni le chantage à l'emploi de la direction. Les cheminots australiens refusent de transporter de l'uranium car la population est hostile à l'extraction de ce minerai. De tels exemples se multiplient.

L'écologie n'a décidément rien à voir avec une réaction « poujadiste », un mouvement de privilégiés. Non seulement la croissance ne réduit pas les inégalités sociales, mais encore elle contribue à les aggraver. Et ce, tant au niveau national qu'au niveau planétaire. Le mode de production et de vie occidental est directement responsable de la misère du Tiers Monde, dont les précieuses matières premières sont pillées pour un prix dérisoire.

La pollution ignore les frontières. La contestation écologique aussi. La pollution des océans et des grands fleuves comme le Rhin, se joue des limites artificielles des Etats, nations. L'économie du nucléaire a des ramifications planétaires. Face aux multi-nationales polluantes bourgeonne une internationale de l'écologie. Cette internationale est décentralisée et multiforme. Elle s'exprime dans les grands rassemblements antinucléaires de Wyhl, de Kaiseraugst, de Malville, de Kalkar, aussi bien qu'à l'occasion des élections législatives.

Opposé aux Etats, aux nationalismes et aux outils géants, le mouvement écologique est à la fois « localiste », attaché à l'autonomie des individus, des communes, des régions et planétaire : « Il n'y a pas de planète de rechange », disent les écologistes. Qui oserait soutenir le contraire ?

La Haute-Saône qui pourrait apparaitre comme un ilot verdâtre est le terrain de bataille de diverses personnalités qui briguent le pouvoir tout en ayant les mêmes conceptions à quelques nuances près sur le nucléaire, la force de frappe et le type de croissance.

Jean-Pierre MICHEL : candidat du Parti Socialiste membre du CERES, la minorité la plus à gauche du parti, mais également la plus farouchement opposé à l'arrêt de la force de frappe nucléaire, et également non opposé à l'arrêt du programme engagé pour la construction des centrales nucléaires.

Jacques MAROSSELLI : Vice-président des Radicaux de Gauche, qui ont montré leur opposition au surgénérateur, mais n'ont pas pris de positions antinucléaires nettes et précises préférant louvoyer dans les eaux troubles de la politique à courte vue.

Hubert GUERIN : candidat du PCF. Il n'est nullement besoin de rappeler que le parti communiste veut imposer la force de frappe (bien que certains de ses militants y soient opposés), qu'il est également le parti le plus pro-nucléaire de France avec le RPR pour des raisons d'indépendance nationale. Il n'est nullement besoin de rappeler également que le PCF a défendu farouchement le Concorde, instrument par excellence de notre société de consommation.

Jean-Jacques BEUCLER :: Membre de CDS, mais surtout secrétaire d'Etat aux anciens combattants après avoir tenu le poste de secrétaire d'Etat à la défense nationale. Il fait donc partie de ceux qui dirigent la politique que nous subissons depuis plus de 20 ans. Il ne peut donc nier son travail en faveur de la force de frappe et du programme électro-nucléaire.

Puisque les propositions politiques (nucléaire, force de frappe, centralisme, ...) sont un risque pour la survie, ECOLOGIE 78 présente aux Elections législatives Jean LOUIS (candidat) et Alain SCHEPENS (suppléant) pour permettre à la population d'exprimer son refus de ce qu'elle subit, ses aspirations à vivre autrement et pour faire pression et obtenir des réponses précises de la part des partis politiques sur ses propositions.

En aucune manière nos voix ne seront bradées entre les deux tours. Elles resteront d'un poids considérables pour l'avenir.

Jean LOUIS
Candidat

Alain SCHEPENS
Suppléant

VU, LE CANDIDAT

Imp. AYMARD - Epinal — Dépôt légal 167-1/1978